

DÉLÉGATION DU PCF À CUBA

bref compte-rendu d'une très riche expérience

Le séjour de la délégation du PCF* qui s'est rendue à Cuba entre le 22 et le 26 octobre derniers a été un moment exceptionnel de fraternité et de travail. D'un commun accord avec les camarades du Parti communiste de Cuba, nous avons voulu nous donner le temps nécessaire pour avoir des discussions approfondies sur les transformations en cours à Cuba et sur la situation dans les différents continents. Nous avons aussi voulu voir sur place la manière dont les politiques adoptées sont mises en œuvre, les progrès réalisés, les contradictions et obstacles rencontrés et les potentialités existantes. Nos amis du PCC ont tout fait pour nous permettre de réaliser une telle visite.

Nous avons pu rencontrer Roberto Balaguer, chef du Département international et membre du secrétariat du PCC, ainsi que les chefs adjoints de ce département chargés des différentes parties du monde. Au ministère des Relations extérieures, nous avons rencontré Elio Rodriguez, responsable pour l'Europe et Tubal Paez Hernandez, vice-président de la Commission de Relations internationales de l'Assemblée nationale. Le responsable des Relations internationales de la Centrale des travailleurs de Cuba, Raimundo Navarro, et la responsable de Relations internationales de l'Union des jeunes communistes, Leyra Sanchez Valdivia, ainsi que Elio Gamez, vice-président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples. Nous avons aussi pu rencontrer deux importants intellectuels cubains : le sous-directeur de la revue de la *Casa de las Américas*, Aurelio Alonso, et Rafael Hernandez qui dirige la revue *Temas*. Un moment fort de notre séjour a été l'après-midi passé au Centre de recherches en politique internationale où nous avons partagé nos analyses et questions avec les responsables et chercheurs spécialisés dans les différentes régions du monde. Nous avons eu aussi le privilège de visiter le Centre de génie génétique et de biotechnologies qui est l'un des secteurs d'avenir de l'économie cubaine.

Les séances de travail ont démarré avec un très intéressant exposé de Oscar Martinez, chargé de l'Europe, sur les politiques mises en œuvre à Cuba, ses enjeux et défis. Jacques Fath, membre du Comité exécutif et responsable des Relations internationales du PCF, a introduit la partie concernant la situation actuelle en Europe et en France, la stratégie du PCF et l'émergence du Front de gauche.

Sur la situation à Cuba, nous avons pu nous rendre compte que l'« actualisation » du socialisme cubain – c'est le terme que nos camarades utilisent – porte sur des questions qui ne se limitent pas à l'économie et auront une portée très politique. Les décisions prises en avril 2011 par le VI^e Congrès du PCC, celles prises par sa Conférence nationale en janvier 2012 que l'Assemblée nationale a fait les siennes, ont pour objectif de redonner sa vigueur au socialisme cubain, laissant derrière le temps d'un État omniprésent dans l'économie en diversifiant l'économie, laissant plus de place à des formes de propriété diversifiées. L'État devra concentrer son action sur le développement des secteurs stratégiques de l'économie et ceux qui garantissent le développement humain, la santé, l'éducation, la culture et le sport.

Malgré les difficultés liées à la crise mondiale actuelle, aux problèmes découlant du blocus et aux déficiences internes, Cuba a vu sa situation s'améliorer avec une croissance à la hausse, avec des secteurs clefs qui bougent comme celui de la construction. Le pays exporte plus et importe moins et le tourisme est à la hausse. Mais ces progrès ne suffisent pas à couvrir les nécessités du pays.

Il faut se rappeler la situation de laquelle Cuba est parti. L'écroulement du socialisme est-européen a signifié la perte des partenaires importants à qui étaient destinées 80 % des exportations. Cuba a du chercher des partenaires nouveaux dans un contexte marqué déjà à l'époque par des crises économiques et financières dans le monde.

Des facteurs internes ont aussi eu une influence sur le cours des choses, avec une baisse de l'efficacité dans la gestion qui a connu ses pires moments pendant la « période spéciale ». Pendant 15 ans, la base et les infrastructures productives ont connu une forte dé-capitalisation par manque d'investissements.

Malgré les difficultés, Cuba a pu garder des systèmes éducatifs et de la santé exemplaires, mais des problèmes nouveaux sont peu à peu apparus, tels que le vieillissement de la population, résultat de la décroissance démographique et conséquence, heureuse, d'un système de santé de qualité. L'espérance de vie est celle d'un pays industrialisé : 18 % de la population active a plus de 60 ans et en 2030 elle représentera entre 26 % et 30 %, ce qui a amené le gouvernement à porter l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes. À ce problème vient s'ajouter la baisse de la natalité liée au manque de logements, à la stagnation économique et à l'émigration.

* Jacques Fath, membre du Comité exécutif et responsable des *Relations internationales* du PCF et Obey Ament, chargé des relations avec l'Amérique latine, participaient à cette délégation.

délégation du PCF à Cuba

Toute l'action du gouvernement vise à affronter de tels problèmes. La bataille stratégique du moment est celle de la gestion du pays. Le congrès du PCC est, de ce point de vue, d'une grande importance pour ce qu'il signifiera dans l'avenir du socialisme cubain. C'est-à-dire que l'actualisation du modèle signifiera un renouveau du modèle lui-même à partir des réalités propres à cette époque. Il faut souligner la manière avec laquelle ces décisions ont été prises : c'est à partir d'un vaste débat dans tout le pays, avec la participation de millions de Cubains que ces changements ont été pensés. Ce débat n'a pas tant porté sur un constat d'une situation que chacun vit, mais sur les alternatives et les solutions à chaque problème. Les propositions avancées ne cherchent pas à gérer la crise mais traitent du système lui-même et des solutions à long terme.

Il y a d'abord les questions d'ordre vital, notamment celle de l'alimentation. Cuba doit être capable de produire ce qu'elle consomme et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur : 80 % de la consommation nationale dépend des importations qui privent le pays de moyens devant être destinés à l'amélioration du niveau de vie et à la préservation des conquêtes de la révolution. À côté des entreprises d'État, de nouvelles formes de propriété seront favorisées à la campagne et dans les services en donnant la priorité à des formes non étatiques telles que les coopératives ou le travail « à compte propre ». Dans l'agriculture, les producteurs privés représentent déjà entre 16 % et 18 % des travailleurs... Pour éviter la concentration de la propriété, des critères bien définis ont été adoptés ainsi qu'une nouvelle loi fiscale qui entrera en vigueur en janvier 2013.

Le principe de « à chacun selon ses capacités et selon son travail » restera la référence. Le travail sera rémunéré selon sa qualité et selon la quantité apportée. Un autre principe du socialisme restera un principe de base : la planification, mais les tendances du marché seront prises en compte.

Les changements concernent aussi la vie institutionnelle du pays et ils sont de taille : les fonctions de l'État, du parti et des entreprises seront bien délimitées. Jusqu'ici, les dirigeants des provinces étaient aussi les responsables de l'activité des entreprises par-dessus les directeurs. L'État n'interviendra plus dans la gestion et plus d'autonomie sera attribuée aux entreprises.

Nous avons pu voir de près la mise en place de ces mesures lors de notre visite de Mayabeque, l'une des deux nouvelles provinces créées, et où sont expérimentés les changements avant d'être généralisés à tout le pays.

La Conférence nationale a fait des propositions concernant la nécessité pour le PCC de prendre en compte les réalités nouvelles et de changer pour mieux jouer son rôle : il devra changer de style de travail et introduire plus de souplesse dans son organisation en prenant en compte les évolutions dans la société cubaine, que ce soit du point de vue des classes ou des différents groupes sociaux après plus d'un demi-siècle de révolution. Un fait significatif est que 70 % des Cubains sont nés après la révolution, ce qui demande un changement de mentalité dans le PCC : laisser derrière les dogmatismes, formalismes, routines et schématismes. Il faut prendre en compte le niveau culturel élevé de la population et la réalité des vécus différents. Les jeunes d'aujourd'hui sont nés pendant la très difficile « période spéciale » et ont vu comment leurs parents ont été touchés directement par ces années de privations et d'austérité. Ces faits ont façonné la réalité et les subjectivités. Le PCC a le mérite de voir tout ceci et d'avoir la volonté de changer pour être plus démocratique et plus en phase avec la société. L'unanimité n'est pas un objectif mais la recherche de la discussion, stimuler le débat et la critique afin de résoudre les insuffisances. Le travail avec la jeunesse, favoriser sa participation à la prise des décisions sont une priorité puisqu'ils sont l'avenir de la révolution.

Tous ces sujets et bien d'autres ont été évoqués durant nos échanges, ainsi que la place prioritaire de l'Amérique latine dans les relations du PCC, le travail de solidarité, les relations entre la France et Cuba...

C'était un moment privilégié d'échanges d'une grande qualité, sans formalisme et toujours avec le souci de renforcer une relation entre nos deux partis, déjà ancienne, mais qui a pris un nouvel élan, va certainement aussi « changer de style de travail » et aura des suites très prochainement.

Obey Ament

responsable Amérique latine
des Relations internationales